

# Leur Europe n'est pas la nôtre !

mercredi 20 mai 2009, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 19 mai 2009).

**Tract hebdomadaire du NPA (France).**

---

L'UMP qui fait mine de fustiger « le dumping social et fiscal » et « les technocrates de Bruxelles », tandis que le PS affirme défendre une « Europe protectrice » contre « l'Europe libérale »...

On croit rêver ! Ce qui est sûr en tout cas, c'est que les uns et les autres ont, dans cette campagne, le plus grand mal à se différencier sur le plan des propositions, du programme. Et pour cause, puisque leur Europe est la même : ils sont coresponsables de ce qu'est l'Union Européenne et ils la dirigent ensemble.

Ensemble, la droite et le PS ont élaboré et soutenu le traité de Maastricht, qui a « *éliminé les obstacles à la libre circulation des capitaux* », c'est-à-dire tout ce qui pouvait freiner un peu la spéculation, les délocalisations, les privatisations de services publics, pour laisser le champ entièrement libre à « *la concurrence libre et non faussée* ». Ensemble et avec aussi le Modem et les Verts, l'UMP et le PS ont ratifié le traité de Lisbonne, copie conforme du traité constitutionnel européen que le peuple avait rejeté en 2005. Autre illustration de cette cogestion néolibérale, sur 535 votes intervenus en 2008 au Parlement européen, dans 525 cas (97 %) l'UMP et le PS ont voté de façon identique !

Le théâtre d'ombres des débats en trompe-l'œil entre des partis qui sont d'accord sur l'essentiel ne renforce certes pas l'intérêt pour ces élections à un Parlement aux pouvoirs par ailleurs très limités. Et beaucoup dans les classes populaires pensent aussi que puisque quand on donne notre avis, il n'est pas pris en compte, autant ne pas aller voter...

**Contre Sarkozy, le Medef et leur Union européenne**

**Pour une Europe démocratique des travailleurs et des peuples**

Il y aura pourtant une possibilité de dire assez de cette Europe des actionnaires qui organise la concurrence de tous contre tous ; d'adresser un avertissement à Sarkozy et au Medef ; de signifier que la crise du capitalisme doit être payée par les capitalistes eux-mêmes, pas par les travailleurs et les pauvres ; de dire aussi qu'il faut une autre Europe que cette construction antidémocratique au service exclusif du patronat et de la finance.

Les politiques publiques doivent mettre au centre la satisfaction écologique des besoins sociaux. Il faut instaurer un salaire minimum dans chaque pays européen, équivalent en pouvoir d'achat à 1500 euros nets en France ; stopper et inverser les privatisations, construire des services publics européens dans tous les secteurs clés de l'économie ; réunifier les banques dans un service public unique, placé sous le contrôle des salariés et de la population. Il faut en finir avec tous les traités et institutions de l'Union Européenne et engager un processus constituant global, contrôlé

démocratiquement par les populations elles-mêmes.

En votant NPA, vous pouvez porter au parlement européen des candidat-e-s soutenant sans restriction toutes les luttes des salariés et de la jeunesse, des militant-e-s qui mettront leur mandat au service de la défense de ces luttes ainsi que de leur nécessaire coordination au niveau européen.

**Le 7 juin, ne vous abstenez pas d'exprimer votre colère, votez pour les listes présentées par le NPA**

Pas question de payer leur crise !